



Mai 2005, nous avons dit : Non à l'Europe capitaliste ! Aujourd'hui, dans les luttes : Non aux licenciements !

Il y a un an, le 29 mai, les travailleurs, les classes populaires disaient non à l'Europe de « *la concurrence libre et non faussée* ». Ce désaveu de la politique libérale menée par tous les gouvernements qui ont mis en place cette Europe s'est à nouveau exprimé, ce printemps, dans le mouvement des jeunes, soutenu par les salariés, et leur victoire contre le CPE. Leur mouvement portait le refus du chômage et de la précarité généralisée. Aujourd'hui, il y a urgence à donner une suite au Non du 29 mai et à celui du mouvement anti-CPE, pour la défense de l'emploi.

LES DIVIDENDES CONTRE L'EMPLOI

L'annonce par EADS de la fermeture de l'usine de sa filiale Sogerma, à Mérignac, soit la suppression de 1050 emplois, mais, en fait 6000, avec les répercussions chez les sous-traitants, est une nouvelle illustration des ravages de la politique des gros actionnaires et du gouvernement. EADS, trust de l'aéronautique, dont l'Etat est actionnaire, travaille en particulier pour la Défense nationale. Ses liens avec les hommes politiques sont étroits, comme le révèle l'affaire Clearstream. Cela donne la mesure de l'hypocrisie de Villepin quand il s'étonne et s'indigne d'une décision, préparée à la demande du gouvernement Jospin, et suivie par son propre gouvernement.

Cette hypocrisie vise à gagner du temps, à désamorcer la révolte des salariés, à faire croire à l'opinion qu'il a une politique de l'emploi, mais elle ne résoudra rien. Villepin est bien incapable d'imposer quoi que ce soit à ceux dont il sert les intérêts. Pourtant, EADS connaît une hausse, record, de ses profits. Mais il n'est pas question de les investir de façon utile à la population et aux salariés. Ils servent à augmenter les dividendes (30% l'an dernier).

LES LICENCIEMENTS D'AUJOURD'HUI : LES PROFITS DE DEMAIN

Il y a là un concentré de la politique des patrons. Comme aussi dans ce licenciement, la semaine dernière, d'une femme embauchée avec un contrat nouvelle

embauche, le CNE, après qu'elle ait dit qu'elle était enceinte!

La même semaine, DBAppareil annonçait 450 licenciements dont 404 chez Dim. Puis, le groupe Stanley, la fermeture de l'usine d'outillage Facom, soit 229 licenciements. L'équipementier automobile Sandem, près de Rennes, la suppression de 150 à 200 emplois après les congés d'été. Le groupe italien Snaidero, la liquidation des usines Domoform, soit 376 emplois...

Des milliers de vies humaines sont ainsi brisées pour que la Bourse puisse continuer de distribuer des milliards d'euros de dividendes, 30 en 2005, soit 40% de plus qu'en 2004. Pour que les Bourses ne s'effondrent pas, il faut toujours plus de profits pour nourrir les appétits de la finance qui dévore ainsi les richesses produites et sacrifie des millions de vies humaines.

ROMPRE LA LOGIQUE DES PROFITS

C'est cette politique qu'a si bien appliquée Edouard Michelin dont les classes dirigeantes portent le deuil. C'est lui qui avait fait monter l'action Michelin de 20% en annonçant le licenciement de 10% des effectifs. Licenciements face auxquels Jospin avait répondu, « *L'Etat ne peut pas tout* », se lavant les mains du sort des salariés.

La suite a largement démontré que l'Etat pouvait tout, pour les patrons, en aggravant avec la droite son offensive contre les salariés. Les travailleurs, les jeunes en ont tiré les leçons en disant Non au référendum le 29 mai dernier puis en imposant le retrait du CPE.

Face à la nouvelle vague de licenciements et d'attaques, il est nécessaire de construire la plus large unité pour faire échec à cette politique réactionnaire.

Le 29/05/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :